

Sur fond d'affaires de corruption, le principal parti d'opposition accuse le gouvernement espagnol de pratiquer les écoutes téléphoniques

Une nouvelle polémique est servie sur la scène politique à la suite des déclarations de Maria Dolores de Cospedal, la secrétaire générale du Parti populaire (principal parti d'opposition) qui a accusé dernièrement le gouvernement espagnol d'intercepter illégalement les conversations téléphoniques des dirigeants de son parti. La numéro deux du parti que préside Mariano Rajoy dénonce l'instrumentalisation des moyens de l'Etat par le gouvernement socialiste.

**De notre bureau en Espagne
Mhamed Elmansouri**

«Le gouvernement utilise de manière partisane le ministère public, la police judiciaire, les services du ministère de l'Intérieur et les services de renseignements», a-t-elle déclaré à l'agence espagnole EFE. Elle ajoute que l'Espagne vit en ce moment un «Etat policier». Face à ces accusations, Maria Teresa Fernandez de la Vega, vice-présidente du gouvernement, a réagi en exigeant de Cospedal qu'elle saisisse les tribunaux en présentant des preuves de ce qu'elle avance, ou bien qu'elle se rétracte, car, précise-t-elle, les accusations d'écoutes téléphoniques illégales «jettent une ombre de suspicion sur le fonctionnement de l'Etat de droit».

Les syndicats de policiers, qui se sont sentis visés, abondent dans le même sens que la vice-présidente du gouvernement, en précisant que les écoutes téléphoniques ne s'effectuent jamais sans l'autorisation d'un juge. Même ton du côté des syndicats de magistrats qui demandent à Cospedal de fournir les preuves des graves accusations qu'elle lance. Le PP rétorque qu'il a déposé, le 24 juillet dernier, une plainte auprès des tribunaux au sujet de fuites affectant le secret d'instruction de «l'affaire Gürtel», dues à l'interception de ses communications.

Il faut rappeler que «l'affaire Gürtel» a révélé au grand jour, dès le mois de février 2009, les accointances de deux hommes



Maria Dolores de Cospedal.

d'affaires, incarcérés pour des délits de blanchiment d'argent et de corruption avec des membres influents du PP.

Dans le cadre de l'instruction de cette affaire de corruption, une centaine de personnes ont été appelées à déclarer devant les tribunaux, et parmi elles le président de la région autonome de Valence, Francisco Camps, et le trésorier du PP, Luis Barcenas, qui a été obligé de démissionner de son poste «afin de ne pas nuire à l'image du parti».

En lançant ses accusations d'espionnage politique, la secrétaire générale du PP insiste sur le fait que les membres de son parti font l'objet d'une persécution de la part du Parti socialiste et du gouvernement. «La justice est là pour poursuivre les délinquants, les délits et les activistes de l'ETA, et non pour persécuter ou anéantir l'opposition, comme veut le faire le Parti socialiste», souligne-t-elle. Ce à quoi répond la vice-présidente du gouvernement, en disant que «s'il y a des indices de

délits (au sein de la classe politique), une enquête est ouverte, que ces délits se produisent à Madrid, Valence ou Palma de Mallorca, et qu'ils impliquent quelque personne que ce soit». En citant Madrid et Valence, elle fait référence à «l'affaire Gürtel» et en évoquant Palma de Mallorca, elle fait allusion à «l'Opération Espada», qui a dévoilé la dernière affaire connue de corruption urbanistique mettant en cause des dirigeants régionaux du PP dans l'île, responsables présumés de malversations de fonds publics.

En un sens, Cospedal semble avoir raison de signaler que son parti subit une persécution policière et judiciaire, car «l'affaire Gürtel» et «l'Opération Espada» ne sont que deux exemples parlant de multiples autres opérations qui ont révélé des cas de corruption, de subornation, de malversations de fonds publics ou de prévarication, au sein des municipalités ou des régions gouvernées par le PP.

D'après le quotidien *El Mundo*, les données cumulées de 2004 jusqu'à nos jours montrent que 43 membres du PP, responsables municipaux régionaux ou nationaux, ont été arrêtés et 50 autres, inculpés, dans des affaires de corruption. Les rangs socialistes ne sont pas épargnés : le quotidien rapporte que ce sont 20 responsables municipaux ou régionaux qui ont été arrêtés et 51 autres, inculpés, pour des cas de corruption aussi. Il faut savoir aussi que la majorité de ces cas, que cela soit dans les files du PP ou celles du Parti socialiste, sont des affaires de corruption dans le secteur juteux de l'urbanisme. La situation en est là pour l'instant : un regain de tension entre le PP d'une part et le Parti socialiste et le gouvernement d'autre part, dû aux dernières accusations d'écoutes téléphoniques dénoncées par la secrétaire générale du PP, en butte aux affaires de corruption qui l'ont affecté et qui l'affectent encore.

M. E.